

les possibilités de lutte qu'offre la période ; il ne faut pas les exagérer non plus. Le syndicat C.G.T., face à la direction devenue très offensive, en a tiré comme conclusion que « cette réaction violente est la démonstration que la direction ne se sent pas invincible ». En même temps, écartant l'idée d'un débrayage général d'une heure de l'usine, la C.G.T. estima que « dans l'immédiat, il importait avant tout de regrouper les forces ouvrières et de préparer des actions efficaces entraînant le maximum de travailleurs pour faire céder la direction ».

L'Humanité, après avoir donné quelques échos sur les débrayages, reproduit le 17 mars 1960 une phrase du syndicat C.G.T. qui est tout un poème : « C'est parce qu'elle sait qu'une telle forme d'action gagnant l'ensemble de l'usine serait irrésistible, que la direction n'hésite pas à violer le droit de grève. »

Et alors même que la motion du Conseil syndical C.G.T. RENAULT concluait au regroupement des forces, l'Humanité n'hésitait pas à écrire le jour même que le syndicat C.G.T. « appelle à développer l'action pour imposer, etc. ».

DEPUIS, silence complet... et plus d'actions. Aucune analyse n'est donnée du mouvement. Aucun éclaircissement, aucune conclusion pour les autres travailleurs qui sont amenés à entrer dans la lutte.

Le 25 mars, la C.G.T. sort un tract affirmant que la tactique de lutte est juste, efficace, qu'il faut l'étendre et que de nombreux autres départements entrent dans l'action.

Le 31 mars, dans un tract intitulé « OU EN SOMMES-NOUS ? », la C.G.T. parle en trois points de la réunion du Comité d'établissement, des activités sociales, du voyage de K. Rien sur les luttes. A croire qu'elles n'existent plus. Il n'est même pas annoncé aux travailleurs de l'usine que la direction a suspendu l'accord tout en maintenant les avantages afférents. Cela a comme conséquence qu'elle continue la même politique sans s'embarrasser.

C.F.T.C. et F.O. se sont tenus soigneusement à l'écart de toute action. F.O. ne se manifeste après l'affiche de Dreyfus que pour dénoncer l'« agitation » de la C.G.T. et offrir aux travailleurs le plat espoir de nouvelles discussions contractuelles. La C.F.T.C. protesta contre les atteintes au droit de grève, eut une petite velléité de lancer une grève d'une heure que la C.G.T. écarta, et en profita pour replacer son couplet : caisse de grève qui et que...

Chez Peugeot

CHEZ PEUGEOT, les mouvements ont commencé le 18 mars, aux chaînes de carrosserie emboutissage, mécanique pour une prime de poste de 5 francs et des dépanneurs en nombre suffisant pour assurer au moins deux dépannages par équipe.

Comme pour CHAUSSON, ces débrayages se déroulent dans la période de renouvellement de l'accord mais, ainsi que nous le disons plus haut, dans des conditions moins propices.

La direction PEUGEOT décida l'épreuve de force avant la reprise des discussions et lock-outa les 19.000 travailleurs.

Tout en paraissant reculer sur la question des dépannages, elle refuse toute discussion sur les salaires sous la pression des ouvriers en grève et entend mener les discussions à Paris.

Mais, comme le dit un tract des trois syndicats C.G.T., F.O. et C.F.T.C., ensemble dans cette usine : « La direction n'a jamais fait état lors des discussions de son impossibilité de satisfaire aux revendications de salaires. Elle ne veut pas. C'est différent. »

Après la levée du LOCK-OUT, le lundi 28 mars 1960 et malgré des sanctions contre plusieurs délégués, les débrayages ont repris.

A l'heure où nous écrivons, l'affaire en est là. Tous les métallurgistes en saisissent l'importance. Le dénouement va nous fixer sur la nouvelle orientation des patrons de l'automobile en matière d'accord d'établissement.

Comme pour CHAUSSON, le débat est reposé. Les multiples débrayages démontrent une volonté des ouvriers de se battre.

Quel est le programme mis en avant qui pourrait LIER à la lutte de PEUGEOT l'ensemble des métallurgistes ?

Qui peut raisonnablement penser que PEUGEOT, dans

une lutte très importante et intense, pourrait aller à contre-courant des consignes du patronat ?

Encore une fois, quand les débrayages finissent par toucher l'ensemble du personnel de l'usine, le problème n'est pas résolu pour autant ; au contraire, il se retrouve POSE A UNE AUTRE NIVEAU et sa solution exige autre chose que la simple continuation des débrayages. Où les syndicats s'accommoderont de ce que le patronat a décidé d'accorder comme chez CHAUSSON et les mouvements cessant. Rien ne sera résolu en qui concerne la MODIFICATION du rapport de forces GLOBAL entre patrons et ouvriers.

Où bien les syndicats seront résolus à DEPASSER les limites. Alors c'est en d'autres termes qu'il faut aborder le combat. La lutte ne peut qu'être très DURE et LONGUE, et elle ne peut se dérouler que sur un terrain qui TOUCHE l'ensemble des travailleurs et les lie d'une façon ou d'une autre à cette action.

Où vont les dirigeants syndicaux ?

A l'échelon des Fédérations, il semble peu probable qu'ils préparent une action importante. Le 9 mars 1960, l'Humanité, EN PAGE 6, publiait une déclaration de LUNET, secrétaire général de l'U.S.T.M. de la Seine, annonçant l'échec des pourparlers sur le plan de la région parisienne (patrons-syndicat) concernant le relèvement des minima garantis.

On sait qu'à la suite de cet échec, les patrons ont décidé de majorer de 5 % les anciens mini datant de février 1958 sous forme de recommandation, sans accord d'aucun syndicat. Le nouveau salaire minimum garanti de l'O.S. 2 est passé à 1,87 NF alors que la moyenne des salaires réels est de 2,85 NF dans la région parisienne.

Le peu d'attention accordé par l'Humanité à cette déclaration en page 6 laisse clairement entendre que la simple formulation d'un programme UNIQUE POUR L'ENSEMBLE des métallos ne sera pas recherchée.

L'adoption même du mot d'ordre (+ 5 % sur les salaires réels dans le cadre de chaque entreprise) entérine les inégalités, les divisions entre travailleurs. Cela équivaut à tourner le dos à la détermination d'une plateforme commune.

Cela veut dire qu'aucun débat ne sera ouvert parmi les ouvriers sur la question de l'UNIFICATION des revendications, et évidemment des moyens de les faire obtenir.

Lorsque les revendications SERONT LES MEMES, chez RENAULT, PEUGEOT, CHAUSSON et ailleurs, les répercussions d'une lutte chez l'un seront d'autant plus grandes chez les autres.

Le problème de la tactique sera alors ABORDE SIMULTANEMENT parmi les métallos. Ce sera plus facile ensuite, en tenant compte des situations réelles, concrètes, sans application bureaucratique d'une tactique uniforme, valable toujours et en toute circonstance, que l'on ne passe jamais au crible de l'autocritique, de CONCENTRER LES EFFORTS de la classe ouvrière.

Le Parti Socialiste Unifié

Les Congrès du PSA et de l'UGS, ainsi que celui de l'organisation résultant de leur fusion, le PSU, se tiennent au moment où nous confectionnons ce numéro. Nous attendrons le mois prochain pour donner, compte tenu de leurs travaux et des documents adoptés, une appréciation détaillée sur ce nouveau facteur dans le mouvement ouvrier et la politique en France. Néanmoins, dans le sens de l'analyse que nous avons faite du PSA à sa formation, on peut d'ores et déjà dire que le nouveau parti, bien que d'un éventail encore plus ouvert que l'UGS — puisqu'il va de Mendès-France à des tendances assez proches du marxisme révolutionnaire en passant par des chrétiens progressistes — sera avant tout une organisation social-démocrate, combinant des courants se revendiquant du marxisme et des courants préconisant un socialisme révisionniste comme on en trouve dans les autres partis socialistes actuellement en Europe.